

Lutter contre les inégalités croissantes sur deux fronts

Selon un récent rapport d'Oxfam, 1% de la population serait sur le point de détenir plus de 50% de la richesse mondiale. De plus en plus d'économistes reconnaissent que les inégalités de revenus et de richesse sont non seulement grandissantes mais pourraient nuire au bien-être collectif et même à une croissance économique soutenue. Que faire pour les réduire?

Taxer les très riches, comme le proposent Piketty et bien d'autres, est certainement une façon d'amoinrir le problème, surtout si cela peut être fait simultanément dans un grand nombre de pays de façon à éviter les resquilleurs. L'élimination des paradis fiscaux serait un excellent complément à cette hausse de la progressivité de l'impôt sur les particuliers. Ici encore, cela nécessitera une action concertée d'un très grand nombre de pays. Mais il faut aller plus loin et ouvrir un deuxième front. Il faut identifier les raisons systémiques qui ont permis la croissance des inégalités. On devrait se demander pourquoi notre système économique génère de telles inégalités et formuler d'autres solutions pour réduire ce phénomène.

Selon un des principes de base de la science économique, un régime de libre concurrence (ayant de nombreuses entreprises dans les principaux secteurs économiques et de saines pratiques liées au commerce des biens et services) ne devrait pas engendrer de telles inégalités. Dans un régime de libre concurrence, la rémunération de tous les facteurs de production (les entrepreneurs et les travailleurs) est égale à long terme à la productivité marginale de chacun d'eux. Si 1% des plus riches s'accaparent d'une grande partie de la valeur de la production mondiale, c'est un signe qu'il y a moins de concurrence et que de plus en plus de monopoles (ou d'oligopoles) qui s'accaparent d'une rente (monopolistique) au détriment des travailleurs. Les chercheurs doivent donc vérifier si c'est le cas. Si la réponse est oui, il faudra que nos gouvernements mettent en place des règles qui favoriseront davantage la libre concurrence et qu'ils soient beaucoup plus vigilants qu'ils ne le sont présentement pour assurer que ces règles soient suivies et que les comportements déviants soient pénalisés. La libre concurrence implique un libre accès aux marchés, une absence de collusion et de positions monopolistiques.

Il serait plus satisfaisant de vivre d'une plus juste rémunération de sa propre contribution à la production nationale que de compter sur des impôts additionnels venant des riches pour assurer le maintien de notre filet social.

Jean-Pierre Aubry et Claude Simard, économistes, Ottawa